

A la une

Reinsurance News

Reinsurance pricing to perpetually recalibrate, but program restructuring to endure: Guy Carpenter

04/09/2024

After 2023 saw substantial reinsurance market corrections, including the restructuring of programs and the reset of pricing, 2024 has focused on the details, but according to executives at Guy Carpenter, while pricing is expected to continuously recalibrate, program restructuring is likely to be sustained

During Guy Carpenter's recent pre-Monte Carlo media briefing, President and CEO, Dean Klisura and Chairman David Priebe, provided an overview of current reinsurance market conditions as the sector prepares to meet for the 66th Rendez-Vous de Septembre.

He went on to note that buyers remain focused on portfolio management and risk mitigation across their portfolios, and that reinsurance markets are bringing a detailed and disciplined underwriting approach to each differentiated renewal at January 1 2025.

"But keep in mind, despite lots of written concerns and discussions about US casualty, many of our reinsurers are open and motivated for business at 1.1, they want to grow their portfolios," continued Klisura.



La Tunisie accueille le premier Forum méditerranéen de la décarbonation

P.03

Moroc: Assurances: Le Conseil de la Concurrence dresse un avis explosif sur les pratiques du secteur

P.06

Saham Re devient SanlamAllianz Re : un rebranding pour une nouvelle ère de réassurance en Afrique

P.07

Saudi Arabia: Insurance Authority launches legislative sandbox to boost sector innovation

P.09

Egypt: Regulator issues rules for licensing insurers and other non-banking financial companies

P.09

Global reinsurers to maintain stringent T&Cs to limit exposure to secondary perils: Fitch

P.12

With insurers and reinsurers set to enter into renewal discussion at RVS 2024, Klisura stressed that clients are navigating headwinds and tailwinds. Headwinds include geopolitical volatility around the world, continued economic and social inflation, macroeconomic uncertainty, and global cat losses accelerating in the first half of the year.

SOMMAIRE

Risques émergents : Quels enjeux pour le secteur de l'assurance en Tunisie ?	03	NAICOM, NGF partner to domesticate compulsory insurance, boost penetration	08
La Tunisie accueille le premier Forum méditerranéen de la décarbonations	04	Saudi Arabia: Insurance Authority launches legislative sandbox to boost sector innovation	09
Algérie: Incendies de récolte à Bouira : 29 agriculteurs indemnisés par la CRMA	05	Takaful insurer ADNTC calls off Dubai-based AMAN's portfolio acquisitions	09
La Banque d'Algérie émet un règlement pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	05	Egypt: Regulator issues rules for licensing insurers and other non-banking financial companies	09
Moroc: Assurances: Le Conseil de la Concurrence dresse un avis explosif sur les pratiques du secteur	06	Turkiye: Non-life insurers asked to submit details of planned quake stress tests	10
Saham Re devient SanlamAllianz Re : un rebranding pour une nouvelle ère de réassurance en Afrique	07	Reinsurance pricing to perpetually recalibrate, but program restructuring to endure: Guy Carpenter	11
Ethiopia: State insurer's profits climb as claims settlements ease	07	Global reinsurers to maintain stringent T&Cs to limit exposure to secondary perils: Fitch	12

Risques émergents : Quels enjeux pour le secteur de l'assurance en Tunisie ?

29/08/2024

Au fil du temps, des fluctuations cycliques et des changements périodiques sont observés, dans le classement des risques émergents qui sont devenus un phénomène complexe qui caractérise la nature dynamique de l'environnement des affaires.

C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport sur les risques émergents en Tunisie qui assure que ceux-ci sont largement influencés par des facteurs tels que les évolutions économiques, les avancées technologiques et les tendances sociopolitiques.

Nouvelle dynamique

Cette dynamique instable nécessite une vigilance constante de la part des entreprises et des décideurs, les obligeant à ajuster régulièrement leurs stratégies de gestion des risques pour rester adaptés à un environnement dynamique. La compréhension des fluctuations cycliques dans le classement des risques émergents devient ainsi un élément essentiel pour anticiper, atténuer et réagir de manière proactive aux défis émergents.

Certes, dans ce paysage en constante évolution des risques émergents exige une réponse sophistiquée, le dilemme serait alors comment faire face à ces risques émergents qui nécessite une approche proactive et systématique, précise le rapport.

La gestion efficace de ces risques est devenue primordial dans le contexte actuel de changement technologique rapide, de perplexité politique et d'évolution des attentes des parties prenantes. Chaque type de risques spécifiques nécessite une compréhension approfondie et des mesures ciblées.

Des mesures de cybersécurité robustes, une prévoyance diplomatique, des pratiques durables et des stratégies économiques vigilantes sont identifiées comme des composants décisifs pour faire face aux menaces cybernétiques, à l'instabilité géopolitiques, aux événements climatiques et aux défis financiers.

Classement des risques émergents en Tunisie

D'après une récente étude de la Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances (FTUSA) sur le classement des risques émergents en Tunisie en 2023, les enjeux technologiques représentent les risques les plus pesants sur le marché et surtout les plus fréquents.

La deuxième famille de risques en termes de fréquence est la famille des risques sociétaux. Les risques environnementaux sont quant à eux les moins probables selon les experts du métier d'assurance même si leur sévérité se situe en troisième position alors que le volet réglementaire représente la famille la moins risquée globalement et dont l'impact est moindre comparé aux autres risques mais néanmoins sa sévérité reste importante.

Globalement, on note que les organisations et les sociétés sont exhortées à rester vigilantes, à ajuster leurs stratégies et à s'engager dans des efforts collectifs pour construire les bases d'un avenir prospère au milieu des risques émergents.

L'intégration de l'assurance dans la stratégie globale de gestion des risques est soulignée comme un élément clé. L'assurance agit comme un filet de sécurité financier contre les pertes potentielles liées à divers risques, contribuant à la résilience globale. L'approche interconnectée reconnaît que l'atténuation implique à la fois la prévention et la préparation.

La Tunisie accueille le premier Forum méditerranéen de la décarbonation

04/09/2024

La 1ère édition du Forum méditerranéen de la décarbonation "DecarboMed" se tiendra du 24 au 25 septembre 2024 à Tunis, sous le slogan "Vers une Méditerranée neutre en carbone".

"Ce forum auquel 35 pays seront représentés et plus de 2000 participants sont attendus, a pour objectif de présenter les initiatives clés, les stratégies de pointe dans le domaine de la décarbonation et les technologies associées, ainsi que les mécanismes et les solutions offerts pour se préparer à réduire l'emprunte carbone. Il s'agit également d'établir des partenariats avec d'autres entreprises et des structures des autres pays méditerranéens", a indiqué, mercredi, à Tunis, le directeur général de l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie (ANME), Fethi Hanchi, lors d'un point de presse tenu en prévision de cet événement.

Plus de 100 intervenants, dont des experts, des praticiens, des chercheurs et décideurs et des représentants d'organisations internationales et régionales, vont partager, lors de ce forum, leurs expériences et expertises et présenteront des perspectives et innovations en matière de politiques, démarches et technologies de décarbonation.

Au programme de l'événement, des débats et des ateliers de travail sur les activités et les technologies permettant de baisser les émissions de carbone, sur les politiques nationale et mondiale dans ce domaine et aussi sur les cadres réglementaires élaborés par les divers pays.

La stratégie nationale de décarbonation ainsi que les programmes sur les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, l'économie circulaire et le financement de ces programmes, seront présentés à cet événement.

En parallèle, une exposition sera organisée en marge du forum concernant les acteurs clés des secteurs publique et privé de la transition écologique et des représentants de la société civile et des organisations internationales.

Le forum sera également marqué par le lancement de la première plateforme qui permettra aux entreprises de prendre connaissance des expériences des autres entreprises dans le domaine

des énergies renouvelables et de l'économie circulaire, et d'évaluer l'emprunte carbone de leurs activités.

Cette plateforme leur offre également l'opportunité d'échanger avec des experts pour introduire des solutions capables de réduire l'emprunte carbone dans les processus de production des entreprises.

Intervenant au point de presse, le vice-président de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) Hichem Elloumi, a mis l'accent sur l'importance de ce forum pour le secteur privé, qui est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il a rappelé que la Tunisie devra réduire la densité carbone de 45% à l'horizon de 2030, dont une part de 50 % provient du secteur privé.

"Il est important d'inciter le secteur privé à investir dans le secteur des énergies renouvelables, car 75% des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'énergie », a-t-il ajouté

Les entreprises tunisiennes exportatrices opérant dans le secteur industriel sont appelées à se conformer aux nouvelles lois exigées par l'Union européenne, principal partenaire de la Tunisie, pour qu'elles soient compétitives et attractives, a souligné Elloumi, évoquant à cet égard le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE.

Le MACF est un outil pour fixer un prix équitable au carbone émis lors de la production de biens à forte intensité de carbone qui entrent dans l'UE, et pour encourager une production industrielle plus propre dans les pays tiers.

Pour sa part, Céline Moyroud, représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Tunisie, organisme qui accompagne la Tunisie dans son processus de décarbonation et de transition énergétique, a indiqué que ce forum s'inscrit dans le cadre de partenariat du PNUD avec la Tunisie, notamment l'ANME, pour réussir les démarches de transition énergétique et d'efficacité énergétique.

Organisé par l'ANME et l'UTICA en partenariat avec le PNUD, l'UE et la Coopération Allemande au Développement (GIZ), ce forum constitue une plateforme pour catalyser un dialogue régional et international autour des opportunités et des défis de la chaîne de valeur industrielle, logistique et technologique de la décarbonation.

El Watan-dz .com

Algérie: Incendies de récolte à Bouira: 29 agriculteurs indemnisés par la CRMA

04/09/2024

Au total, 29 agriculteurs, ayant perdu leur récolte céréalière suite aux derniers incendies enregistrés dans quelques communes de la wilaya de Bouira, ont été indemnisés, hier, par la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA), a indiqué le directeur de cette mutuelle, Mohamed Bechour.

C'est au cours d'une cérémonie organisée au siège de l'agence de la CRMA à Bouira que M. Bechour et la directrice des services agricoles (DSA), Tira Adra, ont remis aux concernés des chèques d'indemnisation des pertes subies cette année à cause des incendies enregistrés notamment à Aïn Bessam, El Hachimia, El Asnam, Sour El Ghozlane, Aïn Laâloui, ainsi qu'à Oued El Bardi.

«Le montant global de ces indemnisations s'élève à 20 millions de dinars répartis à 29 agriculteurs», a expliqué à l'APS M. Bechour, qui a ajouté que la superficie totale de culture céréalière (blé tendre, blé dur et orge) ravagée par les flammes est estimée à 494 ha, dont seuls 270 ha sont assurés par la CRMA.

Au cours de cette cérémonie, le directeur de la CRMA a saisi l'occasion pour réitérer son appel aux agriculteurs pour qu'ils assurent leurs récoltes afin d'alléger l'ampleur des pertes que causent chaque année les incendies et les intempéries.

La Banque d'Algérie émet un règlement pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

04/09/2024

En application de la Loi n° 05-01 correspondant au 6 février 2005, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la Banque d'Algérie a émis un règlement publié le 22 août 2024 sur le Journal officiel (JORADP n°58), définissant le dispositif à mettre en place par les banques et les établissements financiers, pour la prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce règlement impose aux assujettis, la mise en place de programmes de prévention, de détection et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et définit les missions de gouvernance et de contrôle interne. Les modalités pratiques d'application de ce présent règlement sont étayées à travers 16 titres, ci-après énumérés :

- APPROCHE FONDÉE SUR LES RISQUES
- OBLIGATIONS DE VIGILANCE RELATIVES À LA CLIENTÈLE
- CONSERVATION DES DOCUMENTS
- CORRESPONDANCE BANCAIRE
- SYSTEMES DE SURVEILLANCE
- DÉCLARATION DE SOUPÇON
- VIREMENTS ÉLECTRONIQUES
- PAYS PRÉSENTANT UN RISQUE PLUS ÉLEVÉ
- GOVERNANCE/CONTRÔLE INTERNE
- FORMATION ET INFORMATION
- SUCCESSALES ET FILIALES
- ROLE DES ORGANES DE CONTRÔLE EXTERNE DES INSTITUTIONS ASSUJETTIES
- SAISIE ET/OU GEL DE FONDS ET BIENS
- ACTIFS VIRTUELS
- SANCTIONS
- DISPOSITIONS FINALES

Moroc: Assurances: Le Conseil de la Concurrence dresse un avis explosif sur les pratiques du secteur

25/08/2024

Le Conseil de la Concurrence vient de publier un avis sur le marché des assurances au Maroc, en notant plusieurs « dysfonctionnements » dans le secteur et en se réservant le droit de d'ouvrir des enquêtes sur des risques concurrentiels. L'institution n'y est pas allée de main morte pour qualifier toutes les irrégularités de ce secteur où l'assuré est considéré comme « le maillon faible ».

Dans un rapport exhaustif et explosif sur l'état de la concurrence dans le marché de l'assurance au Maroc, le Conseil de la concurrence a prononcé son avis sur les pratiques constatées dans le marché de l'assurance, et ce n'est pas glorieux.

L'institution dirigée par Ahmed Rahhou a indiqué se réserver le droit d'ouvrir des enquêtes sur des pratiques anticoncurrentielles « en vue de corriger les dysfonctionnements qui pourraient affecter la concurrence dans ce marché ».

« S'il n'appartient pas au Conseil de la concurrence, dans le cadre du présent avis, de se prononcer sur les pratiques constatées dans le marché de l'assurance, ce qui exige un examen au cas par cas dans le cadre de procédures contradictoires, il peut toutefois être observé que l'analyse du marché de l'assurance a fait ressortir des indices sur l'existence de risques concurrentiels qui pourraient entraver le fonctionnement concurrentiel de ce marché », a noté le Conseil.

L'institution a pris l'initiative de dresser ce rapport et d'émettre cet avis étant donné l'importance de ce secteur qui est en train de vivre des mutations disruptives, à la fois à l'échelle mondiale et nationale. Ces changements interviennent en majeure partie suite à l'avènement de la digitalisation et à l'utilisation de nouvelles technologies et programmes tels que la blockchain, l'intelligence artificielle, etc. qui force les acteurs de ce secteur à suivre l'évolution.

Au Maroc, le secteur des assurances joue un rôle stratégique et déterminant dans le développement économique et social. Fin 2021, les placements des entreprises d'assurances ont atteint 210,3 milliards de dirhams (en valeur d'inventaire) et s'établissent à 221,3 milliards de dirhams après intégration des

placements des réassureurs exclusifs.

Après avoir étudié tout le secteur le Conseil de la concurrence a réalisé un grand nombre de dysfonctionnements. Il en distingue un total de 19 émis points à améliorer et auxquels il propose des solutions.

Le Conseil constate ainsi de prime à bord des barrières à l'entrée relativement élevées et verrouillant doublement l'accès au marché de l'assurance, à la fois pour les entreprises d'assurance et de réassurance (EAR) que pour les intermédiaires.

Il note une « invisibilité » par rapport au délai de traitement des agréments permettant la pratique des opérations d'assurances par les EAR et des conditions de sortie accordant un pouvoir discrétionnaire et disproportionné au régulateur sectoriel.

Le Conseil distingue également la présence d'un système d'agrément hybride accordant un avantage concurrentiel substantiel pour les assureurs mixtes et une offre non adaptée à l'assurance inclusive.

Dans le fond, le Conseil estime que l'offre assurantielle innovante est insuffisante, tout en notant la présence de segments d'assurance fragiles et un potentiel inexploité du canal de la bancassurance.

Le Conseil dirigé par Ahmed Rahhou dénonce la présence de « contrats d'assurance très complexes » et un « consommateur maillon faible de la relation contractuelle avec l'assureur ». Il souligne par ailleurs la lenteur et la « lourdeur » du traitement des dossiers sinistres, sans toutefois oublier le marché de l'automobile. Il explique à ce niveau la présence d'un marché « non concurrentiel » de la RC automobile, ce qui en dit long sur les doléances et la situation vécue par les assurés qui se retrouvent avec des assureurs qui ne proposent pas ou peu de différences entre leurs offres et pour les mêmes prix.

Enfin, l'institution a conclu également l'existence d'un marché « très concentré » au niveau global et pour certains produits d'assurance et un taux de commissionnement des intermédiaires fixe malgré la libéralisation, une médiation assurantielle avec une valeur ajoutée « insignifiante » et des comparateurs d'assurances « insuffisamment développés ».

Financial Afrik**Saham Re devient SanlamAllianz Re: un rebranding pour une nouvelle ère de réassurance en Afrique****31/08/2024**

La société de réassurance Saham Re a officiellement changé de nom pour devenir SanlamAllianz Re, marquant un tournant significatif suite à la fusion entre Sanlam, le géant africain des services financiers non bancaires, et Allianz, l'un des principaux assureurs mondiaux. Ce rebranding, accompagné d'une nouvelle identité visuelle, est l'aboutissement de la création de la coentreprise « SanlamAllianz », qui opère désormais dans 27 pays africains, hors Afrique du Sud.

Sous cette nouvelle bannière, SanlamAllianz Re continuera de fournir des solutions de réassurance Vie et Non-Vie, aussi bien en Traitée qu'en Facultatif, à plus de 45 pays africains. Avec des bureaux à Maurice et au Togo, l'entité reste un acteur clé de la réassurance sur le continent, offrant son expertise et son soutien aux 27 filiales du groupe SanlamAllianz à travers l'Afrique.

Pour Heinie Werth, CEO de SanlamAllianz, ce changement de nom représente bien plus qu'une simple transformation de marque : « Le rebranding de Saham Re en SanlamAllianz Re est le témoignage de notre engagement renouvelé envers l'excellence, l'innovation et la croissance soutenue dans le domaine de la réassurance en Afrique. »

Ilyes Hassib, CEO de SanlamAllianz Re, renchérit en soulignant l'importance stratégique de cette évolution . « Ce rebranding s'inscrit dans le cadre de la coentreprise stratégique entre Sanlam, la plus grande entreprise de services financiers non bancaires en Afrique, et Allianz, un assureur mondial de premier plan. La nouvelle entité, SanlamAllianz, vise à devenir la première entreprise panafricaine de services financiers non bancaires, opérant dans 27 pays africains. » is more responsive to the needs of policyholders.

Ethiopia: State insurer's profits climb as claims settlements ease**31/08/2024**

TA drop in claim settlements sees the Ethiopian Insurance Corporation (EIC) close out the fiscal year with 1.66 billion birr in profits before taxes.

The Corporation settled 2.8 billion birr in insurance claims in 2023/24, with more than half a billion paid out over the first quarter, according to the EIC annual report.

EIC began the accounting year with 2.9 billion birr in claims filed, and the annual settlement figure is 13.8 percent less than what the state-owned giant paid out during the preceding year.

More than 95 percent of these settlements were paid for non-life general insurance, while long-term insurance claims account for the remainder.

Despite the staggering settlement figures, the Corporation saw its profits before taxes soar 15 percent to 1.66 billion birr.

Regardless of our success in managing to increase the profit, our operations were heavily impacted by instabilities in the northern and western parts of the country," said Netsanet Lemesa, EIC chief executive.

The amount of income generated from branches and districts in the Tigray as well as parts of the Amhara region fell short of expectations, according to the CEO.

"Our forecast for Tigray was to gain a considerable increment, but the branches within the region are still not fully functional, and they did not achieve their annual goals," he said.

Netsanet observes the adoption of political violence and terrorism (PVT) insurance policies remains lacking in Ethiopia.

The CEO indicated that despite a significant cooling of conflicts throughout the country, international reinsurance firms are still holding on to reservations in covering Ethiopian insurers' PVT coverage, limiting their capacity to settle claims and issue new policies.

"Global reinsurance firms follow the news and information disseminated through several outlets," he said. "They still consider our country as a risk area."

In 2023, one of Africa's top reinsurance firms, African Reinsurance Corporation, prohibited the issuance of new PVT coverage for capital assets in regions under state of emergency in Ethiopia.

The Ethiopian Insurance Companies Association

opposed the decision from the get go, with its lobbying eventually leading to a partial lifting.

One of the issues raised by insurance companies at the time was the ban on PVT coverage for movable properties, which it deemed “neither sensible nor applicable”.

The Association’s beliefs are still echoed by the CEO of the country’s leading insurance firm.

“They often do not understand how things work on the ground,” he said.

Netsanet disclosed EIC has kept up its issuance of PVT policies despite the lack of reinsurer confidence.

“The insurance claim requirement did not grow as much as we expected, but the amount we are paying has also declined,” he said.

The CEO foresees the growth of PVT coverage in Ethiopia relies on a rating upgrade for Ethiopian Reinsurance (Ethio-Re). The domestic reinsurance firm, which is approaching its 10th anniversary, has yet to equal the capacity of competitors in the region.

The Global Credit Rating (GCR) for the country’s sole reinsurer stands at B-.

Netsanet argues that Ethio-Re’s peers on the continent have been in the business for more than four decades, giving them both the time and the opportunity to refine their structure as well as financial capacity.

He stated that the Forum consists of the 36 state Governors in the Federation while the Secretariat is the administrative arm and a resource center for the Forum that renders services and policy formulation. “The NGF Secretariat is a one-stop shop for any business you want to do with the states” he affirmed.

In response, the Commissioner of Insurance briefed the NGF on the core mandate of the National Insurance Commission which is supervising, regulating and developing the Insurance sector in Nigeria, and by so doing, it involves how the culture of insurance can be deepened by getting the Nation as a whole to comply with some of the compulsory Insurances as provided in our Law. Omosehin noted that at the Federal level, insurance culture is driven by Federal agencies; at the states level, the Commission needs some high level of cooperation and collaboration.

He stated that the key reason the Commission was at the NGF secretariat is to discuss how a coordinated approach can be adopted in working with the states and that the collaboration must start from engaging the NGF Secretariat as policy hub for the state Governors.

“Having been appointed recently, a few months back, we are trying to see how we can address some of the issues differently from the way it has been handled in the past in order to achieve a better result. The Commission chose to start with the NGF, where NAICOM could have an engagement with the secretariat and share ideas”

The CFI further stated the need for most of the Laws on compulsory insurance to be domesticated by the states citing example with Lagos State. He said that the fragmented approach in dealing with the states needs to be centralized and have all the states come on board especially with respect to motor third insurance and also to prevent revenue loss for the states in terms of IGR. “There is also a need for awareness creation across the states on the value of insurance” he added.

Reacting, Dr. Shittu expressed optimism over the Commission’s move, believing that the partnership would be fruitful particularly in deepening insurance penetration in the country.

The NGF Secretariat and NAICOM agreed that a concept note should be submitted for their review and since a delivery room assessment has already been conducted, the ball shall be kicked to start rolling immediately and a joint committee was set to deliver on the assignment at hand.



NAICOM, NGF partner to domesticate compulsory insurance, boost penetration

04/09/2024

Commissioner for Insurance and Chief Executive of the National Insurance Commission (NAICOM), Mr. Olusegun Omosehin is partnering with the Nigeria Governors’ Forum to domesticate the laws of compulsory insurance and deepen insurance penetration.

The Commissioner sought the partnership when he led a delegation on a visit to the Director General of the Forum, Dr. Abdulateef Shittu in Abuja recently.

The Director General, while welcoming the management of NAICOM, informed them that the NGF has transformed into a policy hub for the state Governors and is serving as the Technical and administrative arm of the Forum.

 **Saudi Gazette**

Saudi Arabia: Insurance Authority launches legislative sandbox to boost sector innovation

04/09/2024

The Chairman of the Board of Directors of the Insurance Authority, Abdulaziz Al-Bouq, announced the launch of the Authority's legislative experimental environment platform for the insurance sector, during the "Fintech 24" conference in Riyadh.

Al-Bouq emphasized the importance of establishing a framework to govern new technologies and innovative business models in the rapidly evolving digital landscape.

He highlighted the need to support these innovations within a favorable environment that fosters growth and empowerment.

"We are committed to accelerating the digital transformation of the insurance sector," Al-Bouq said.

"Our goal is to integrate the sector's services, enhance accessibility for beneficiaries, and contribute to the broader objectives of Saudi Arabia's Vision 2030. The insurance sector is a key component of the financial services landscape, playing a crucial role in enhancing financial stability and promoting sustainable growth."

The newly launched legislative sandbox platform aims to create a safe, regulated, and risk-limited environment for entrepreneurs and companies to test new solutions and innovations related to insurance activities. This environment allows businesses to trial their products, services, and business models within a set period until they are ready for market graduation.

Eng. Naji Al-Tamimi, CEO of the Insurance Authority, noted that the platform's launch is part of the Authority's broader efforts to enable innovation and advance digital transformation within Saudi Arabia's insurance sector. The platform is designed to enhance the business environment by making it more adaptable, responsive to customer needs, and efficient in launching new and innovative products.

Takaful insurer ADNTC calls off Dubai-based AMAN's portfolio acquisition

04/09/2024

UAE-listed Abu Dhabi National Takaful Company (ADNTC) has terminated a deal to acquire the life insurance portfolio of Dubai Islamic Insurance & Reinsurance Company (AMAN).

The company's board of directors has decided not to proceed with the acquisition, as the conditions for the transaction have not been met, according to a disclosure on the Abu Dhabi Securities Exchange (ADX).

In October 2022, ADNTC reached an initial agreement, subject to certain requirements, to acquire the individual life takaful portfolio from AMAN, which is listed on the Dubai Financial Market (DFM).

"As the requirements for the acquisition of the portfolio have not been met, the board of directors... decided not to proceed further with the acquisition," the disclosure on Tuesday said.

"The company has therefore notified AMAN of its decision to terminate the agreement."

Also in 2022, the Dubai-based insurer was reported to be in discussions with Salama to divest a portion of its family takaful, medical and general portfolios.

 **MIDDLE EAST INSURANCE REVIEW**
Member: Beacon International Group, Ltd.

Egypt: Regulator issues rules for licensing insurers and other non-banking financial companies

04/09/2024

Dr Mohamed Farid, the chairman of the Financial The Financial Regulatory Authority (FRA) has released a regulation governing the granting or renewal of licences of non-banking financial companies (NBFs) including insurers.

According to the regulation, the approval process of applications for licences shall take into account the market needs for the operations for which a licence is requested, the introduction of new products or the development of existing products. The approval process will also take into other requirements

that must be adhered to in accordance with the legislation regulating each activity, and take into account the effects of market concentration or degree of competition in the market.

Insurance sector

Regarding the shareholder structure of companies operating in the insurance sector, insurance companies (life and non-life) are required to have a shareholding owned by financial institutions of no less than 25% of the capital, with ownership rights of no less than EGP5bn (\$103m) and classified by one of the international credit rating agencies.

For insurance/reinsurance brokerage companies, microinsurance companies, and specialised health insurance companies, financial institutions must hold a minimum of 25% of the shares of these companies. Companies that are to engage in risk assessment, inspection and damage assessment, insurance consulting, and health management companies, do not need to have a financial institution or qualified investor as a shareholder.

Other requirements

A company wishing to obtain a licence has to submit a technical and economic feasibility study for the business according to the format approved by the FRA.

A financial institution's contribution to the share capital of the proposed NBFC may not be less than 25% of the company's capital, nor may the qualified investor's contribution, directly or indirectly, be less than two-thirds of the company's capital, taking into account the ownership structure requirements specified for certain non-banking financial activities. The applicant must also disclose the ultimate shareholder or beneficiaries of stakes held. It is required that at least a quarter of the members of the board of directors of insurance companies have experience in the field of insurance. The experience requirements do not apply to companies that provide professional consultations.

It is also necessary to ensure that none of the company's founders, major shareholders, ultimate beneficiaries, or board members are included in the negative lists related to local or international sanctions and that none of the company's board members have been issued any final judgments against them during the five years preceding their board appointment for a felony or a misdemeanor in a crime affecting honour or honesty or any of the crimes stipulated in the laws regulating non-Egyptian financial activities unless their reputation has been restored, or have been accused of committing serious violations of the laws regulating their activity during the last three years unless they have been acquitted.

Internationale



Turkiye: Non-life insurers asked to submit details of planned quake stress tests

04/09/2024

The Insurance and Private Pension Regulation and Supervision Agency (SEDDK) has published a circular requiring insurance companies to submit the parameters of the earthquake stress tests they plan to conduct.

The purpose of this circular, which applies to non-life insurance companies, is to determine the procedures and principles underlying the stress tests by insurance companies operating in Turkiye which is an active earthquake zone, to measure their financial resilience against possible earthquakes, especially the potential Marmara earthquake which is anticipated to be a massive disaster.

The earthquake stress tests should be conducted on a scenario basis using scientifically based catastrophic models and include the results obtained from the studies of two different modelling companies, at least one of which is based in Turkiye.

The circular also states that in the event that the insurance coverage provided by the company regarding earthquake risk is concentrated in a different CRESTA region other than the CRESTA 1-2-3-4 region, the insurer in question is also obliged to conduct a stress test including earthquake scenarios related to the CRESTA region for which it provides the most protection and report the results.

CRESTA Zones (Catastrophe Risk Evaluation and Standardising Target Accumulations) are part of an international geographic zoning system that helps the insurance industry manage natural hazard risk.

Reinsurance pricing to perpetually recalibrate, but program restructuring to endure: Guy Carpenter

04/09/2024

After 2023 saw substantial reinsurance market corrections, including the restructuring of programs and the reset of pricing, 2024 has focused on the details, but according to executives at Guy Carpenter, while pricing is expected to continuously recalibrate, program restructuring is likely to be sustained

During Guy Carpenter's recent pre-Monte Carlo media briefing, President and CEO, Dean Klisura and Chairman David Priebe, provided an overview of current reinsurance market conditions as the sector prepares to meet for the 66th Rendez-Vous de Septembre.

"I think number one is the market has ample capacity, reinsurers are motivated to see our clients and do business in Monte Carlo," said Klisura. "And, so, people in the market have described it as equilibrium with very engaged clients and reinsurers heading into this weekend. All of our clients will be entering these renewal discussions this weekend, hoping to differentiate themselves from their key peers in the marketplace, and really leverage their key strategic trading relationships with reinsurers."

He went on to note that buyers remain focused on portfolio management and risk mitigation across their portfolios, and that reinsurance markets are bringing a detailed and disciplined underwriting approach to each differentiated renewal at January 1 2025.

"But keep in mind, despite lots of written concerns and discussions about US casualty, many of our reinsurers are open and motivated for business at 1.1, they want to grow their portfolios," continued Klisura.

With insurers and reinsurers set to enter into renewal discussion at RVS 2024, Klisura stressed that clients are navigating headwinds and tailwinds. Headwinds include geopolitical volatility around the world, continued economic and social inflation, macroeconomic uncertainty, and global cat losses accelerating in the first half of the year.

"But there's also tailwinds that are benefiting our clients in the marketplace and our trading partners. The reinsurance market continues to be very, very strong and well capitalized. Capital in the marketplace, as I stated, is strong and accelerating,

and for the first time in perhaps three years, we're seeing the advent of new startups and new capital really being discussed to enter the marketplace in 2025.

"As I stated, reinsurer returns on equity remain very, very strong, so reinsurers want to hold their positions, want to be disciplined, and they want to write more business as we head into 2025. But we do expect continued and sustained underwriting rigor in the marketplace," said Klisura.

Expanding on Klisura's points, Guy Carpenter's Chairman Priebe provided some context ahead of RVS 2024. He explained that after the January 2024 renewals, in which reinsurers were more responsive, during the April renewals there was evidence of risk appetite continuing to improve with underwriting discipline remaining, while at the mid-year renewals the reinsurance market transitioned into a rhythm where appetite was meeting demand.

But where does all of this leave the market ahead of RVS 2024?

According to Priebe, the "current trading cycle is marked by engaged stakeholders actively coming to the table to provide critical capital and financial support to the economy."

"The reinsurance sector provides not only reliability, but also room for global economic growth and profitability. There would not be nearly as many successful risk takers and innovators without the strategic transfer and management of risk by our industry. Simply put, the reinsurance sector is foundational to progress," said Priebe.

"In 2023, substantial and for the most part, broad, sweeping market corrections were made, including the redesign of many program structures and the reset of pricing. Whereas 2024 has been all about the details. Pricing is likely to perpetually recalibrate, however, program restructuring is likely to endure, particularly with regard to attachment points.

"If you think about it, it makes sense that the reinsurance offering continues to evolve in order to coincide with the ever changing nature of risk. In 2024, reinsurers have regained their profitability, as Dean pointed out, and further submits the industry sustainability and resiliency. A healthy reinsurance market with data driven negotiations generates possibilities for differentiated cedents," said Priebe.



Global reinsurers to maintain stringent T&Cs to limit exposure to secondary perils: Fitch

04/09/2024

According to analysts at Fitch Ratings, global reinsurers are likely to maintain stringent terms and conditions to limit their exposure to secondary perils “as weather-related losses become increasingly significant and volatile due to climate change.”

The agency stated that the tightening of terms and conditions for natural catastrophe cover is a structural improvement that should ultimately benefit reinsurers’ risk profiles and long-term profitability.

“We do not expect it to be quickly reversed, even when market conditions change. The increased caution from reinsurers has left primary insurers with higher risk retentions for secondary peril events, but reinsurers still offer ample cover against the most severe events,” Fitch said.

Looking back at the first half of 2024, nat cat losses were primarily driven by medium-sized peril events, including a number of convective storms that struck the United States.

In fact, global insurance and reinsurance industry losses from natural catastrophes in H1’24 reached at least \$61 billion, coming in 25% higher than the first half decadal average, on the back of the second costliest H1 on record for the US severe convective storm (SCS) peril, according to reinsurance broker Gallagher Re.

Together with reinsurers’ measures to reduce their exposure to such events, this meant that the losses were largely absorbed by primary insurers, with reinsurers’ losses mostly staying within budget,” Fitch added.

A combination of higher attachment points and lower aggregate covers meant that the losses were predominantly covered by primary insurance rather than triggering reinsurance covers.

Fitch went on to explain that the sector’s profitability has been strong following sharp property catastrophe

price rises in recent years. The agency therefore expects prices to continue easing moderately.

However, it’s important to note, that Fitch is expecting reinsurers to keep tight limits on lower layers of natural catastrophe protection, as well as avoid significant aggregate covers and maintain underwriting discipline.

Going back to H1’24, the 19 non-life reinsurers monitored by Fitch posted strong underwriting profitability in the period, with an aggregate reinsurance combined ratio of 84.2%, compared to 85.9% from H1’23, which included moderate losses of 5.9pp from natural catastrophes.

As well as this, Europe’s four largest reinsurers: Munich Re, Swiss Re, Hannover Re, and SCOR reported very strong earnings in the period, with their average property and casualty reinsurance combined ratio improving to 84.2% from 86%, reflecting the earn-through of significant rate increases, tighter terms and conditions, and benign large loss experience, Fitch concluded.